



Rubrique réalisée par Michèle Boin avec le soutien de l'Afrika Studiecentrum de Leiden

Lusotopies

(Bordeaux)

« Dynamiques religieuses en lusophonie contemporaine »

Vol. 1999.

Le volume 1999 de *Lusotopie* arpente les espaces lusophones sur cinq continents. Il consacre à l'Afrique onze de ses vingt-huit contributions. Ainsi, Kathleen Sheldon se penche sur les *machambas*, jardins urbains cultivés par des femmes au Mozambique, qui témoignent d'un choix conscient d'adaptation à la vie urbaine et non d'un simple vestige du mode de vie rural. Prendre en considération ce travail agricole réalisé par le passé comme dans le présent par des femmes permet une meilleure compréhension de l'histoire de l'urbanisation.

L'étude de Lorenzo Macagno cherche quant à elle à restituer le contexte historique et intellectuel dans lequel s'est inscrite la critique, dans les années 50, de l'anthropologue nord-américain Marvin Harris à l'égard de la vision lusotropicale formulée par le sociologue brésilien Gilberto Freyre. Selon ce dernier, les Portugais avaient réussi à instaurer dans leurs possessions un modèle de relations raciales non conflictuel, assimilationniste et « démocratique ».

Les deux contributions suivantes portent sur l'histoire politique récente. Inversant sa politique antimusulmane antérieure, le régime colonial portugais prit, pendant la lutte armée de libération au Mozambique, la décision stratégique de recruter l'élite musulmane du nord du pays comme force conservatrice opposée au nationalisme laïque et révolutionnaire du Frelimo (Front de libération du Mozambique). Edward A. Alpers fonde son étude sur les rapports conservés à l'*Arquivo Histórico de Moçambique* pour explorer toutes les ramifications de cette campagne antinationaliste.

Dans des entretiens avec Christine Messiant datant de 1982, Mário de Andrade, qui fut en 1960 le premier président du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), rappelle les origines et l'itinéraire de sa génération, à savoir la génération des jeunes Angolais partis faire leurs études supérieures au Portugal à la fin des années 40, et souligne l'importance de ses contacts noués à Paris, véritable « capitale africaine ». Après la formation en 1957 d'une organisation politique anticoloniale, le Movimento Anticolonial (MAC), la conférence de Tunis en janvier 1960 marquera le « retour à l'Afrique » de cette génération. Mário de Andrade éclaire notamment les circonstances et les enjeux de la création officielle du MPLA à ce moment, face à l'Union des populations de l'Angola (UPA) de Holden Roberto.

Roy van der Drift analyse quant à lui le conflit armé qui s'est déroulé de juin 1998 à février 1999 en Guinée-Bissau. Il rapporte notamment que le président João Bernardo Vieira, dont le régime avait été jusque-là largement soutenu par la communauté internationale, et en particulier par le Portugal et la France, avait cherché par un coup de force à évincer la *Junta Militar*, qui avait à sa tête l'ancien commandant en chef des forces armées, Ansumane Mané. Le soutien massif de l'ensemble de la population à ce dernier et aux insurgés a pris de surprise le régime et ses nombreux sponsors étrangers.

À noter, parmi les contributions sur l'Afrique comprises dans la partie « Dynamiques religieuses en lusophonie contemporaine », celle d'Eduardo Costa Dias, qui traite de l'activité philanthropique des missionnaires protestants en terre d'Islam dans la région d'Oio, province orientale de Guinée-Bissau.



Journal of African Economies

(Oxford)

Vol. 8, n° 4, 1999.

Ce numéro spécial entend offrir de l'information sur le contenu des réunions intergouvernementales de la Economic Commission for Africa (ECA). La plupart des contributions fondent leurs conclusions sur des données issues de la Banque mondiale. Le volume s'ouvre par les remarques formulées par la ministre de la Coopération néerlandaise, Eveline Herfkens, à l'occasion de la Conférence des ministres des Finances et du Plan organisée par la ECA le 6 mai 1999 à Addis-Abeba. La ministre y déclare notamment qu'afin d'améliorer l'efficacité des programmes d'aide, les Pays-Bas se concentreront désormais sur un nombre réduit de pays, en s'appuyant sur des critères en rapport avec le degré de pauvreté, une politique adéquate et la bonne gouvernance. On abandonne la « conditionnalité » de la négociation pour adopter un modèle de partenariat, de telle sorte que le gouvernement bénéficiaire exerce un contrôle.

En se fondant sur des données de la Coalition globale pour l'Afrique, Carol Lancaster rappelle que l'organisation et la gestion de la relation d'aide sont particulièrement importantes. Mais, pour elle, les remèdes qui sont actuellement en vogue pour résoudre le problème de l'efficacité en Afrique restent particulièrement inadéquats et souvent contradictoires.

Membres de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies, A.A.G. Ali, C. Malwanda et Y. Suliman proposent une vue générale du débat sur l'aide dans une perspective africaine. Ils répondent par la négative à la question de savoir si l'aide est préjudiciable au développement, celle-ci étant efficace dans les pays dont l'environnement macroéconomique est stabilisé et qui connaissent une bonne gouvernance. Des différences considérables apparaissent entre les divers pays africains. Les résultats d'études sur deux pays, le Cameroun et l'Ouganda, sont présentés.

L'aide extérieure représente-t-elle un soutien ou un obstacle aux exportations en Afrique ? Ibrahim A. Elbadawi entend montrer qu'une formule combinant une nouvelle remise de la dette, des réformes du régime courant de l'aide et une politique soutenue devrait permettre une transition maîtrisée vers un menu mixte d'assistance officielle de développement et de flux de capitaux privés. Toutefois, l'effort de l'Afrique d'accroître sa part d'investissements à partir des marchés internationaux des capitaux privés devrait être fermement ancré dans les principes de base d'une stratégie de développement fondée sur l'exportation. De fait, dans certains pays qualifiés de dépendants, des flux excessifs d'assistance officielle ont été cause de surévaluation des taux de change réels, faisant ainsi obstacle à l'expansion des exportations.

Africa Today (Bloomington)

« Islam in Africa »

Vol. 46, n° 3-4, 1999.

Certains articles de ce numéro spécial traitent de la participation africaine dans des institutions de la vie culturelle musulmane comme le *hadj*, pèlerinage aux lieux saints arabes, ou le soufisme. D'autres analysent les différentes modalités de la participation des musulmans africains à la vie politique au cours de la période coloniale et postcoloniale.

Susan O'Brien examine la place du *hadj* comme ressource sociale et économique et lieu d'influence culturelle mutuelle entre l'Afrique de l'Ouest et l'Arabie Saoudite dans la vie des guérisseurs, en majorité des femmes, du Nigeria septentrional. Alaine S. Hutson montre ensuite le rôle des femmes dans les pratiques dévotionnelles de l'ordre soufi Tijaniyya à Kano, ainsi que l'autorité acquise par certaines femmes dans l'histoire de cet ordre. Kelly M. Askew s'intéresse aux changements historiques qui ont touché la dynamique des sexes dans les danses (*ngoma*) comme dans d'autres



domaines sociaux, dans les communautés côtières swahili ainsi qu'au Kenya et en Tanzanie. David Robinson décrit quant à lui l'émergence de la France coloniale en tant que pouvoir musulman dans la région sénégal-mauritanienne, tandis que Leonardo A. Villalón retrace les changements survenus dans la perception de la légitimité de l'État et la politique de succession parmi les puissantes familles religieuses d'un État sénégalais nominale ment séculier. L'interdépendance historique entre les institutions politiques séculières et les organisations religieuses au Sénégal et au Mali est mise en lumière dans l'article d'Andrew F. Clark, la contribution de Scott S. Reese ayant pour sujet les réactions des Soufis dans les villes du Benaadir en Somalie aux crises sociales de la fin du XIX^e siècle. Enfin, celle d'Abdullahi Ali Ibrahim examine et replace dans son contexte la « théologie de la modernité » de Hasan al-Turabi, leader du nouveau musulman au Soudan.

Nomadic Peoples (Cologne)
« Savoirs et pouvoirs au Sahara »
Vol. 2, n° 1-2, 1998.

Les auteurs de ce numéro spécial s'interrogent sur la constitution des savoirs et des pouvoirs dans le monde saharien, appréhendé à travers les exemples des Touaregs et des Maures. Culturellement proches, géographiquement voisins et historiquement apparentées, ces sociétés se distinguent cependant : l'une, berbérophone, par son attachement à des valeurs cognatives et féminines, l'autre, arabophone, par ses valeurs agnatiques et masculines.

L'une des questions qui se posent est celle de la constitution des élites dans un monde nomade avant la colonisation, et du glissement des savoirs et des pouvoirs – politiques ou non – vers les villes à la suite de la colonisation. Une autre est celle de l'articulation entre le politique et le religieux. Hélène Claudot-Hawad considère la trans-

formation des modèles de l'élite promus chez les Touaregs et la recomposition des rôles socio-politiques pendant la guerre anticoloniale au début du siècle et après la défaite de 1919. Saskia Walentowitz montre comment les Inesleman de l'Azawagh, l'élite politique des religieux, ont été mis aux marges de l'histoire, et Florence Camel comment les Kel Intessar, résistants de la fin du XIX^e siècle à l'avancée française vers le Sahara, ont été portés au rang d'élite touarègue par l'administration coloniale du XX^e siècle. Karima Direche-Slimani évoque le discours des missionnaires sur la formation des nouvelles élites au Sahara à la période coloniale.

L'article de Hawad rend compte de l'intérieur de la pensée des Touaregs et de leurs tentatives originales pour reconstituer une élite capable de protéger la communauté qui, dans le contexte politique des années 60, avait été affaiblie et divisée entre cinq États africains différents. Tatiana Benfoughal et Catherine Hincker traitent quant à elles de la transmission de savoirs techniques et esthétiques respectivement chez les Touaregs sédentarisés de l'Ajjer et dans le Gourma. Clare Oxby lie l'usage des calendriers au Sahara au contexte politique et social, et Susan J. Rasmussen la médication et les remèdes des guérisseurs à celui du pouvoir et du savoir.

Enfin, pour ce qui est de l'exemple maure, les articles l'abordent à travers des sujets comme : l'« émir de la paix », Ahmed uld M'Hammed (1872-1891) et les concepts de pouvoir politique de hâssan et de zawâya (P. Bonte) ; le milieu culturel et social des *fuqahâ* maures et la production de leurs *fatâwâ* (Y. uld al-Bara) ; la dualité mouvante ou « diglossie » derrière l'unité apparente de l'arabité (C. Taine-Cheikh) ; l'évolution du système éducatif en relation avec la (re)production des élites dans la société mauritanienne (A. Wedoud uld Cheikh) ; la formation des élites politiques et la mobilité sociale en Mauritanie (Z. uld Ahmed Salem) ; le rôle d'intermédiaire politique de l'élite dirigeante des Ahl Sidi Mahmûd de la région de l'Assâba (M. Villasante).

Revue africaine de défense

(Yaoundé)

« Problèmes, défis et enjeux du continent »

Vol. 1, n° 1, 1^{er} trimestre 2000.

Nouvelle venue, cette *Revue africaine de défense* entend intervenir dans la recherche en matière de défense et de sécurité à un moment où le continent apparaît comme une « zone d'instabilité fondamentale ». Cette publication se revendique « d'inspiration, d'origine africaine et d'espace francophone », et entend marquer sa différence par rapport aux titres déjà existant tels que *Afrique Défense* et *African Defence Journal* édités par un groupe français (et servant, il est vrai, d'intermédiaires entre les acheteurs d'armes africains et les fournisseurs occidentaux). La RAD affiche donc des ambitions plus académiques en s'employant à mobiliser une communauté de recherche africaine dans le domaine de la défense et en s'appuyant sur un bureau d'études et d'information chargé d'organiser des conférences et de soutenir la publication d'ouvrages portant sur les crises et les conflits en Afrique.

Cette première livraison présente une série de textes, généralement courts, sur des sujets assez classiques tels que le coût des conflits, leur prévention ou encore les militaires et les transitions démocratiques en Afrique. Une chronique ainsi que des annexes contenant des textes diplomatiques fournissent un utile complément. Presque tous les articles sont signés par des officiers de l'armée camerounaise.

Afriche e Orienti (Bologne)

N° 1, 2 et 3, 1999.

Afriche et Orienti (Afriques et Orient) est une jeune et prometteuse revue italienne créée au printemps 1999 autour d'universitaires et de chercheurs italiens. Elle se distingue d'autres revues universitaires comme *Africa* (publiée par l'Institut italo-africain de Rome) par son intérêt pour une

zone géographique plus large : l'ensemble du continent africain, la Méditerranée et le Proche-Orient et, surtout, par sa volonté de s'inscrire davantage dans le débat public contemporain. Elle publie les travaux des politistes italiens, mais fait également une grande place aux chercheurs européens.

Ses premiers numéros ont consacré leur dossier à trois thèmes intéressants : « exils et mémoires » (n° 1) ; « les conflits en Afrique » (avec des analyses notamment de S. Triulzi et W. Dirar sur le conflit érythréo-éthiopien, de R. Marchal sur Mogadiscio et de A.-M. Gentile sur le Congo-Zaïre). Le troisième numéro portait sur « la transition en Afrique du Sud », avec notamment les contributions de M.-C. Ercolessi et de M. Giamprini. Pour des informations complémentaires voir le site de la revue : www.comune.bologna.it/iperbole/africheorienti

Afrique contemporaine

N° 193, janvier-mars 2000.

Juste au moment du bouclage de ce numéro de *Politique africaine* consacré à la Côte d'Ivoire, la rédaction a reçu le n° 193 d'*Afrique contemporaine* a été retardée jusqu'à fin mai. Dans cette livraison de la revue dirigée par F. Gaulme, le lecteur trouvera également un « Dossier Côte d'Ivoire » d'une cinquantaine de pages. Faute de place et de temps, signalons au sommaire de ce dossier une chronique des événements du putsch de décembre 1999 par P. Decraene, un article de J.-P. Dozon sur l'ivoirité et la genèse du coup d'État faisant écho à l'article publié dans les pages qui précèdent, un témoignage de C.-H. Perrot et une analyse historique des conflits fonciers entre Krou et Burkinabè par A. Schwartz (tiré de sa thèse de doctorat). Le dossier fait une large place à l'étude de la crise économique ivoirienne, avec trois articles de A. Sindzingre, B. Cabrillac et J.-L. Chaléard (sur la filière cacao).